

Programmes économiques pour tous les goûts

Article rédigé par *Benoît d'Avigneau*, le 30 mars 2012

Les programmes des candidats à la présidentielle nous proposent toute la gamme des écoles économiques de l'interventionnisme, le plus keynésien jusqu'au collectivisme, En revanche, contrairement aux allégations de Marine Le Pen et de Jean Luc Mélenchon, aucun ne professe un libéralisme pur et dur . On reste alors sur sa faim, entre les programmes des grands partis plutôt ternes et sans les réformes de fond indispensables, et celui des extrêmes, où l'avènement de l'Etat providence nous offrirait une nouvelle Terre Promise. Seul celui du Modem se distingue, mais en manquant hélas de fermeté dans ses réformes.

PS

Le PS offre avec son programme économique une suite de mesures fades où l'interventionnisme est de règle. La dette et les déficits seraient effacés par une meilleure prise en charge sociale, l'encadrement des entreprises et par la croissance qui ne manquerait pas de se produire après la victoire de François Hollande

- **Entreprise**
 - Création d'une banque d'investissement, assortie de fonds régionaux pour favoriser la création d'entreprises intermédiaires, investir dans des secteurs d'avenir et prévenir les dégâts humains et territoriaux de la désindustrialisation
 - Recours en justice des PME contre les grands groupes , aides financières, facilitation de la réponse des PME aux appels d'offres publiques
 - Défense du « made in France » avec le développement des transports ferroviaires et du numérique
 - Eco-conditionnalité des aides de l'Etat
 - Encouragement à la relocalisation et à l'éco-conception
 - Développement durable de l'agriculture et de la pêche
 - Aides à la recherche (3% du PIB à la fin du quinquennat)
- **Fiscalité**
 - Modulation de l'impôt sur les sociétés de 20% (sur l'équipement ou les salaires si investissement en R&D) et jusqu'à 40% en cas de paiement de dividendes
- **Industrie**
 - Emprunt européen pour les grands programmes d'investissements dans les domaines du futur
 - Constitution de nouveaux champions industriels européens
 - Nouvelle agence de l'innovation industrielle et de la réindustrialisation
 - Pacte de production et de co-développement industriel avec les pays du sud de la Méditerranée

- **Chômage**
 - Combattre le chômage des jeunes et des seniors (aménagement des conditions de travail, tutorat, négociation triennale de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC))
 - Coût plus élevé des licenciements pour les entreprises payant des dividendes ou rachetant leurs propres actions
 - Suppression de l'exonération des 35h
 - Favorisation des CDI et négociation collective renforcée

4 objectifs :

- Porter son potentiel de croissance de 1,5 à 2,5% du PIB
- Réduire le chômage
- Permettre l'accès des jeunes au marché du travail et profiter de l'expérience des seniors
- Préserver notre « base productive » et la rendre créatrice de valeur ajoutée

UMP

L'UMP reprend ses thèmes favoris qui l'ont porté au pouvoir en 2007.. Il va cependant falloir s'armer de patience avant le retour du paradis économique et industriel promis, au vue de la tiédeur de la plupart des réformes proposées. Une nouveauté cependant, sans doute due à la nouvelle amitié Sarkozy-Merkel : le modèle allemand, panacée de la droite majoritaire et du MEDEF.

- **Développement des PME**
 - Suppression des seuils sociaux et simplification des procédures
 - Financement diversifié : modulation de l'impôt sur les sociétés, fonds d'investissements par filières
 - Parts de marché des appels d'offres publics européens réservés aux PME
 - Stratégies exportatrices et filières d'export
 - Soutien des PME par la banque européenne d'investissement
- **Innovation**
 - Pérenniser le crédit impôt recherche et valorisation de la recherche publique
 - Développement de filières d'excellence : filières verte, agroalimentaire, médicale, numérique
- **Commerce extérieur : lutte contre la mondialisation déloyale**
 - Tolérance par la Commission européenne des grands groupes et des aides de l'Etat
 - Réciprocité obligatoire du commerce, avec un panel de taxes modulables (dont la taxe carbone)
 - Ouverture des marchés publics européens uniquement aux entreprises des pays qui ouvrent les leurs aux européennes
- **Europe**
 - Intégration économique et fiscale, avec un gouvernement économique et une assemblée parlementaire de la zone euro
 - Mise en place d'une règle d'or du refus des déficits
 - Grands projets industriels européens : un grand acteur ferroviaire, centrale d'achat européenne du gaz
 - Taxe sur les transactions financières pour lutter contre le changement climatique et aider le développement des pays les moins avancés
- **Emploi**
 - Négociation entre employeurs et employés sur le temps de travail, sans remise en cause des 35h

- Nouveau financement du modèle social pour alléger le coût du travail, avec notamment les allocations familiales financées par la fiscalité générale
- Favoriser la formation continue, augmenter le nombre d'apprentis

MODEM

Il faut reconnaître au MODEM le courage d'annoncer des hausses d'impôts dans un programme électoral. Jouant sur la gravité de la situation financière de l'Europe en général et de la France en particulier, le parti centriste annonce une politique économique de rigueur, tout en louvoyant entre des mesures tantôt libérales, tantôt étatistes. On ne saurait certes lui reprocher d'être au centre, mais il faut avouer que cela ne facilite ni une position électorale claire, ni le discernement sur l'efficacité du programme.

- **Redressement des finances publiques**
 - Pas d'augmentation des dépenses publiques durant 2 ans (réallocations des budgets)
 - Suppression de certaines niches fiscales (dont heures supplémentaires), non détaillées
 - Augmentation progressive de la TVA : +1point en 2012, +1 point début 2014
 - Création de deux nouvelles tranches pour l'impôt sur le revenu, la dernière étant portée à 45%, voire 50% en cas de revenus supérieurs à 250 000€ par an
 - Modification de l'ISF : seront assujettis les patrimoines supérieurs à 1 million d'euros
 - Inscription de la règle d'or « zéro déficit » dans la Constitution
- **Production française**
 - Création d'un commissariat national aux stratégies (du type de l'ex-commissariat au plan)
 - Mise en réseau des très grandes entreprises et des PME, soutenues par des avantages fiscaux
 - Instauration d'un label « made in France »
 - Développement de l'image de marque des produits français
 - Création de banques d'économie mixte décentralisée de soutien aux PME
 - Création du livret d'épargne industrie
 - Statut et avantages fiscaux pour les « business angels »
 - Création du crédit d'impôt innovation, renforcement des liens universités/PME
- **Politique industrielle européenne**
 - Priorités sectorielles d'investissement : infrastructures, bio et nano technologies, énergies renouvelables
 - Financement à long terme de cette politique par l'épargne des européens
 - Union entre l'UE et les pays émergents pour en faire des partenaires et non des concurrents
- **Emploi**
 - Droit pour l'entreprise de moins de 50 salariés à un emploi sans charges durant 2 ans, si le poste est un CDI pour un jeune ou un chômeur et qu'il n'y a pas eu de suppression de poste
 - Négociation renforcée avec les partenaires sociaux, participation des salariés au conseil d'administration des entreprises
 - Accords collectifs d'entreprise sur des accords cadres de branche

Debout la République

Le programme économique de *Debout la République*, tient à la fois du protectionnisme pur jus et de l'utopisme ; pas de grande nouveauté en dehors de, la sortie de l'euro, remède miracle à la crise économique due au libre-échange.

- **Politique monétaire**
 - Création d'un euro-franc, à valeur flexible, pour faciliter les exportations
 - Reprise du contrôle de la politique monétaire : maîtrise de la création monétaire afin d'éviter des taux d'intérêts trop élevés pour les Etats
 - Rétablissement des droits de douanes et des quotas, afin de rééquilibrer le libre échange
 - Etiquetage des produits français, obligation de la part des administrations d'acheter français
 - Normes sanitaires et sociales françaises imposées également aux produits importés
- **Entreprise**
 - Diviser par deux l'impôt sur les sociétés des entreprises réinvestissant leurs bénéfices en France
 - Séparation des banques d'affaires et de dépôt, normes bancaires strictes et pôle bancaire de service public
 - Taxe sur les transactions financières de 0.1% avec les pays européens volontaires
 - Budget de la recherche porté à 3% du PIB, amélioration du statut des chercheurs
 - Développement d'emplois verts
 - Exploitation du potentiel maritime : construction navale, fonds marins, énergies marines renouvelables
- **Financement**
 - Financement de ces mesures par le retour à la croissance, facilité avec la sortie de l'euro
 - Protectionnisme intelligent, baisse des charges
 - Lutte contre le gaspillage, réduction des niches fiscales et révision de la fiscalité des grands groupes
 - Impôt de citoyenneté

FN

Au FN, même leitmotiv qu'à *Debout la République* : le dragon européen cause de nos misères. Réussissant le tour de force de considérer non seulement l'UMP mais aussi le PS comme « ultralibéraux », Marine Le Pen prône le retour à un certain étatisme économique.

- **Politique monétaire**
 - Sortie de l'euro avec renégociation des traités européens
 - Loi cadre interdisant une mesure budgétaire gagée par la croissance, retour des déficits structurels à 0%
 - La banque de France pourra détenir de la dette publique
 - Réduction drastique des dépenses
 - Réformes fiscales de grande ampleur : répartition juste des efforts au redressement des PME
 - Financement de la dette publique par les Français
- **PME**
 - Simplification des procédures
 - Mesures de financement
 - Protection face à la grande distribution
 - Aide à la création d'entreprises par des incitations fiscales
 - Développement de l'apprentissage
 - **Emploi**
 - Ré-industrialisation du pays et soutien aux PME
 - Suppression des limites de l'UE pour une politique industrielle efficace
 - Pas de révision des 35h, mais négociation possible
 - Préférence nationale au Pôle emploi et dans certains métiers des fonctions régaliennes

- Réforme des syndicats avec meilleure représentativité des salariés
- **Fiscalité**
 - Nouvelles tranches intermédiaires de l'impôt sur le revenu, tranche supérieure portée à 46%, avec intégration de la taxe d'habitation
 - TVA majorée pour les produits de luxe
 - Fusion de l'ISF et de la taxe foncière (avec les taux actuels)
 - Taux d'impôt unique sur les sociétés à 34% partagé entre les collectivités et l'Etat, mais avec une progressivité selon le chiffre d'affaires et les bénéfices
 - Réorientation du crédit impôt recherche vers les PME
 - Intégration des hautes rémunérations dans l'assiette de l'impôt sur les sociétés
 - Limitation du prix de transfert de biens entre les filiales d'un même groupe
 - Fond de réindustrialisation alimenté par 15% du bénéfice net des 50 plus grosses capitalisations
 - Droit de douane ajusté, ciblé et flexible
 - Droit de douane à 32% sur les produits importés contre une diminution des cotisations sociales salariales

Front de gauche

Le Front de Gauche nous ramène aux grandes heures de l'Internationale, dans toute la splendeur de son esprit vindicatif et revendicateur. Sans états d'âme, l'idylle PCF-Front de gauche engendre alors une kyrielle de mesures collectivistes et « sociales », dont l'origine du financement brille par son absence...certains ayant sans doute oublié la fin des caisses noires de Moscou.

- **Social**
 - Rétablissement des 35h
 - Retraite à 60 ans
 - Smic à 1 700€ brut
 - Titularisation des 800 000 précaires de la fonction publique
 - Statut social pour tous les jeunes afin de leur donner plus d'autonomie
 - Pouvoirs nouveaux pour les salariés et leurs représentants
- **Fiscalité**
 - Augmentation de l'ISF
 - Augmentation de l'impôt sur les revenus du capital
 - Lutte contre la spéculation et la financiarisation de l'économie, avec prise de contrôle sociale des banques refusant de se soumettre

Retrouvez tous les articles sur la croissance dans notre dossier :
